



MOBILIS IN MOBILE

La DGFIP a depuis longtemps fait sienne la devise du Nautilus : mobile dans un élément lui-même en mouvement.

À peine expiré l'engagement de stabilité du réseau jusqu'au 31 décembre 2026, le NRP repart de plus belle dès le 1^{er} janvier 2027. **Nous n'en n'avons donc pas fini avec les fusions, restructurations, les mobilités forcées et la fragilisation du service public économique, comptable et financier.**

Alors que le Secrétariat Général du ministère a souligné l'ampleur de notre contribution à une prétendue modernisation, alors que le Ministre lui-même a reconnu que nous étions probablement au bout d'une logique et après la perte de la moitié de nos implantations territoriales, la DGFIP tend encore la joue. Les justifications de ce NRP 2, qui concernera **de 2027 à 2030 environ 330 structures**, sont d'une malhonnêteté intellectuelle confondante.

POURSUITE DU DÉMANTELÈMENT TERRITORIAL

Cette opération est tout sauf un simple toilettage post-NRP, il s'agit bien d'une poursuite du démantèlement du réseau territorial de la DGFIP, un véritable NRP 2.

80 % des DR/DDFiP auront des suppressions ou transformations de structures et des mobilités forcées de personnels l'année prochaine !

Comme à chaque restructuration, l'administration ressort la **boîte à outils minimale** classique : Priorités légales liées aux restructurations, webinaires, Foire Aux Questions, et accompagnement financier via la PRS, le CIA et l'IAMF aux agents qui en rempliront les conditions. Mais le fait que quelques-uns de ces mouvements s'opèreraient dans la même ville **ne suffit pas à en atténuer les conséquences individuelles.**

Pour **2027**, ce sont un peu plus de **130 fermetures de services et antennes**, dont **43 au 1/1/27** ... Ne nous a-t-on pas parlé de concertation en amont ? il y aurait 4 SIP concernés dont 2 supprimés et 2 réimplantés ; mais où ? Nous ne le savons pas, malgré les promesses d'un dialogue social adulte entre la DGFIP et les organisations syndicales. **Beaucoup d'antennes présentées comme pérennes** lors du NRP originel **passeront à la trappe** cette fois ci.

Les chiffres annoncés font masse de différents types d'opérations incluant les restructurations liées à la réforme des PCE engagées et dénoncées par nos organisations.

La DGFIP justifie cette nouvelle restructuration au nom d'une rationalisation immobilière exigée par la Circulaire Borne. Elle serait également justifiée par les problèmes d'attractivité de structures à moins de 15 agents, devenues subitement ingérables !

À ce rythme-là, on ne va pas tarder à avoir une DDFiP type avec 1 SGC, 1 SIP, 1SIE, 1 SDIF et 1 SPFE. La DGFIP va donc clairement supprimer ses structures là où seront programmées des ouvertures de France Services. **La vampirisation se poursuit. Toujours plus d'espaces France Services délivrant une information low-cost au détriment de structures DGFIP de plein exercice !**

Ces réformes permanentes pèsent sur les agents, l'exercice quotidien de leurs missions et dégradent continûment leurs conditions de travail. Ceci est insupportable.

Le mobile, c'est aussi la motivation de celui qui commet un forfait en pleine conscience. À qui profite le crime ? Ni aux usagers, ni aux citoyens, ni aux territoires, ni à l'État, ni aux agentes et aux agents... à personne ! (Nemo en latin)

Solidaires Finances Publiques, La CGT Finances Publiques, F.O.-DGFIP dénoncent le repli à marche forcée du maillage territorial des services de la DGFIP et le risque qu'il fait peser sur l'accès au service public !

Nous exigeons le retrait de ce plan délétère pour le service public, les usagers, les agents !

**C'EST POURQUOI NOUS APPELONS À UNE JOURNÉE
DE GRÈVE ET DE MOBILISATIONS LE 29 SEPTEMBRE**